le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

2 AU 8 MAI 1991

N° 826

10,00 F

EDITORIAL

La classe politique s'agite autour des affaires. Affaires des fausses factures du PS, à ne plus savoir où donner de la tête... Affaires qui ravivent les sentiments anti-parlementaristes de certains, disent les politiciens désireux de se faire oublier.

Les affaires renvoyent à l'ancienne affaire des diamants de Bokassa, qui fit, en son temps, chuter Valéry Giscard d'Estaing lors des présidentielles de 1981. Mitterrand trébuchera-t-il ? En l'absence d'échéances électorales à court terme, on peut en douter. En cas d'urgence extrême peut-être remerciera-t-il un ministre, voire le gouvernement ? De toute façon rien ne viendra mettre fin aux malversations, qui permettent aux partis de tenir durablement le haut du panier.

Comme disait Trostky, « *La fin justifie les moyens* ». Certes, ici, il ne s'agit pas de livrer bataille, mais plutôt de gestion. Cependant, on ne peut impunément berner l'opinion. Voyez ces ministres, Nallet, Kiejman et consorts nous refaire le coup de la légitime indignation. En leur temps, Christian Nucci et Charles Pasqua avaient déjà fait de même, lors de l'affaire Carrefour du développement et de celle du vrai-faux passeport d'Yves Chalier. Tous les trois ou quatre ans, désormais, la classe politique nous joue un « drame » politico-financier digne d'un vaudeville. Cela fait les choux gras de la presse, et le désespoir de ceux qui veulent encore croire aux clans siégeant au Parlement. Jusqu'où irons-nous dans ce méli-mélo, rythmé par les vagues d'amnistie dont se gratifie le monde politique ?

Anarchistes, nous laissons le soin à Madame Soleil de prédire ce qu'il adviendra des coquins. Anarchistes, avec nos moyens, nous espérons mener à bien nos actions de propagande, visant à déciller les yeux de ceux par trop confiants, ou par trop abattus pour se risquer à envisager des formes d'organisation qui échapperaient à la clique qui prétend gouverner en notre nom. Pendant que les uns fanfaronnent, d'autres tentent d'œuvrer pour un mieux, passant par un bon coup de balai. Ça n'a rien de visionnaire, rien d'utopiste, comme se plaisent à prétendre ces messieurs pour qui l'espoir rime avec les dividendes. Le nôtre rime toujours avec le mot révolte. La révolte, c'est la vie. Et la vie, c'est le pouvoir de dire non à la tentation de se fondre dans le moule des conventions sociales, où l'hypocrisie est de rigueur.

Que lève le levain de la liberté et de l'égalité sociale, loin des contraintes d'un pouvoir étatique de « banksters » !

Réfugiés turcs et kurdes menacés d'expulsion à Bordeaux

P. 3

T2137 - 826 - 10,00 F

COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL

Lobby de la mort programmée

Le complexe militaro-industriel mis en accusation, cela fut fait le 16 mars, sur les ondes de Radio-Libertaire, lors de l'émission « La Chronique syndicale », par Andrée Michel, sociologue.

Christiane *- Andrée Michel est sociologue, docteur d'Etat et dénonce le complexe militaro-industriel. Elle a publié, fin 1985, un long article dans la revue* Nouvelles Questions féministes, *« La Militarisation et les violences à l'égard des femmes ». Ce texte de 70 pages a été traduit en plusieurs langues, mais n'a pas été, selon moi, suffisamment diffusé en France, en raison peut-être du tabou qui existe ici concernant la condamnation de la politique nucléaire française. Premier point à évoquer, le rapport des militaires et de la politique et, bien sûr, les pressions exercées.*

Andrée Michel - Pour parler de ces rapports, il faut partir de l'existence d'un complexe militaro-industriel qui n'est pas spécifique à la France. Les complexes militaro-industriels existent dans la plupart des grands pays industriels : Etats-Unis, Angleterre, Allemagne, Russie, Chine, etc. On désigne cette formation sociale par le terme de complexe militaro-industriel, mais c'est insuffisant car, à côté des militaires qui imposent une politique de défense, il y a les industriels qui fabriquent l'armement et il y a aussi des politiques qui sont les porte-parole de ces militaires et de ces industriels travaillant pour la Défense. Aux Etats-Unis, on les appelle les « faucons » et on les oppose aux « colombes ». Dans cette formation du CMI, d'autres participent encore, par exemple les banquiers qui prêtent de l'argent aux grandes firmes de l'armement et aux pays du tiers monde pour acheter des armes aux pays industrialisés et, enfin, il y a les scientifiques à la tête des grands laboratoires qui imposent leurs choix technologiques aux politiques. Pour les scientifiques, il suffit de dire que l'adversaire d'en face a une quincaillerie beaucoup plus sophistiquée que la quincaillerie nationale pour que les politiques votent des crédits afin que les laboratoires mettent au point des armes de plus en plus élaborées.

Alain *- Il ne s'agit pas seulement des pays occidentaux, mais également des CMI dans les pays de l'Est et notamment en Union soviétique ?*

A. M. - Oui, absolument. Comme il y a des complexes militaro-industriels dans des pays du tiers monde se créant grâce aux ventes d'armes et à la collaboration militaire, technologique des pays développés. La différence importante entre l'Union soviétique, les Etats-Unis et la France vient du fait qu'aux Etas-Unis une université peut organiser des colloques sur le CMI américain - j'ai eu en mains la publication des actes d'un colloque sur ce sujet -, en Union soviétique, depuis trois ou quatre ans, des déclarations officielles font état du CMI - des Soviétiques font des conférences en France et parlent des problèmes soulevés par le CMI soviétique -, le CMI est donc l'objet de recherches et de dénonciations dans des pays aussi différents que ces deux là alors qu'en France, c'est un tabou. Cela fait plus de dix ans que je me heurte à ce tabou quand je veux publier un article sur ce sujet.

Alain *- Impossible de dénoncer les liens entre politiques et militaires ?*

A.M. - On est mis au banc de la collectivité des chercheurs. Le problème essentiel qui se pose est celui de la publication.

Alain *- Finalement, qu'est-ce que le complexe militaro-industriel ?*

A.M. - Un complexe est une formation sociale, un groupe de pression qui comprend différentes catégories de personnes avec, évidemment, des contradictions à l'intérieur. Pour expliquer les liens entre militaires et politiques, il faut tout d'abord revenir à la fonction du CMI dans chaque pays. J'ai défini cette fonction de manière un peu schématique, à savoir la reconduction des privilèges de classe, des privilèges entre pays riches et pays pauvres, entre pays industrialisés et pays du tiers monde. De même que la reconduction des rapports de pouvoir entre hommes et femmes puisque dans ces complexes militaro-industriels il n'y a pratiquement que des hommes. Parfois, par exception, il y a des « Madame Thatcher », mais elles ne sont guère nombreuses même si elles sont plus efficaces que les hommes et ne sont là que parce qu'elles servent ce complexe militaro-industriel. Pour montrer que les relations entre politiques et militaires ne sont pas toujours harmonieuses, il faut se référer à cette fonction des CMI, mais aussi aux contradictions qu'ils génèrent entre eux. Par exemple, en France, on a vu à l'occasion de la guerre du Golfe que ce sont les politiques et Mitterrand qui ont poussé à la guerre alors que des réticences étaient marquées du côté de certains militaires. Pourquoi ? Certains d'entre eux suivaient la lignée d'une perspective gaulliste, c'est à dire de résistance à l'Amérique. Ils voyaient très clairement que cette guerre du Golfe renforcerait les pouvoirs des Etats-Unis et que, par conséquent, la France, influente dans cette partie du monde, serait discréditée. Cette pensée gaulliste demeure chez des militaires et des politiques et explique les contradictions.

« En France, on a vu à l'occasion de la guerre du Golfe que ce sont les politiques et Mitterrand qui ont poussé à la guerre, alors que des réticences étaient marquées du côté de certains militaires. »

© gr. Puig-Antich de Perpignan

Christiane *- Le noyau gaulliste s'est d'ailleurs exprimé à la Chambre des députés, ils ont voté contre la guerre ...*

A.M. - Des individus ...

Alain *- André Giraud, ex-ministre de la Défense, a dit non à la guerre.*

A.M. - Voilà justement un gaulliste, un homme typique du complexe militaro-industriel, un des fondateurs du Commissariat à l'Energie atomique où il a eu diverses fonctions avant d'être ministre de la Défense sous le gouvernement Chirac. Il a imposé avec d'autres, notamment avec le général Gallois, la dissuasion nucléaire comme mode de défense de la France. Mais puisqu'il est question spécifiquement des militaires, je voudrais rappeler ce que le général Gallois, partisan de la dissuasion nucléaire et homme du complexe militaro-industriel, a déclaré dans *Révolution* à la suite d'un colloque pour expliquer son opposition à l'intervention française dans le Golfe. Selon lui, l'appareil militaire français n'était pas adapté à des opérations se déroulant à des milliers de kilomètres. Les avions français ne pouvaient opérer que de jour, par exemple ...

Alain *- Cela a d'ailleurs fait rire les pacifistes puisque nos militaires n'ont pas eu à faire la guerre la nuit.*

A.M. - Toutes sortes de liens se sont créés entre la France et l'Irak à l'occasion des ventes d'armes et voilà ce que cet homme déclare, après avoir reconnu que certaines des revendications de Saddam Hussein lui paraissent légitimes : « *Nous, Français et Soviétiques aussi, avons fait ce que nous avons pu pour l'armée. Nous lui* [Saddam Hussein] *avons vendu et il a payé pendant longtemps une quantité d'armement considérable dont nous avons profité. Nous lui avons donné l'impression que nous souhaitions qu'il devienne le maître de la région en le soutenant et, maintenant, nous lui faisons grief d'avoir atteint une stature militaire et politique que nous avons, pour une certaine mesure, créée nous-mêmes. C'est un peu déplaisant, un peu gênant.* » Il est, en effet, difficile et « gênant » - si l'on est un honnête homme au sens du XVIIe siècle - après avoir noué des liens avec la nomenclature irakienne, bénéficié de son hospitalité et reçu des cadeaux, d'aller écraser ce pays. Il existe des individus, même dans le CMI, qui sont embarrassés.

(suite pages 4 et 5)

GUERRE DU GOLFE

« La guerre qu'on voit danser... » avec Alain Gresh

Le lundi 18 mars 1991 Radio-Libertaire a diffusé une interview d'Alain Gresh dans l'émission « La guerre qu'on voit danser... », créée dès le lendemain des opérations militaires en Irak. Voici la seconde partie de cette interview, qui sera conclue la semaine prochaine.
Alain Gresh, journaliste au *Monde diplomatique*, est l'auteur, avec Dominique Vidal, journaliste à *la Croix*, d'un ouvrage de référence, *Golfe, clefs pour une guerre annoncée*, paru aux éditions du Monde.

Radio-Libertaire - *On s'aperçoit qu'un certain nombre de personnalités, non négligeable, considère que le blocus pouvait et devait continuer, et qu'il était efficace.*

Alain Gresh - Tout à fait. Sans doute l'histoire montrera - les documents qui sortiront au fur et à mesure, les analyses qui seront faites, et un certain nombre de rapports de la C.I.A. le confirment -, le blocus était beaucoup plus efficace qu'on ne l'a dit. Ce qui reste un mystère, c'est comment cette politique du blocus, qui était celle du gouvernement français dans la première période de la crise, est passée à la trappe. On peut argumenter que le blocus n'était pas efficace mais à condition qu'il y ait eu un vrai débat ; or, il n'y a jamais eu de vrai débat. On nous a dit pendant des mois : la France n'a qu'une politique, c'est celle du blocus, et puis on est passé à l'intervention militaire sans qu'il y ait débat sur l'évaluation de ce blocus, de son efficacité pour la libération du Koweït, etc.

Radio-Libertaire - *Comment expliquez-vous la soumission du gouvernement français ?*

Alain Gresh - Sincèrement j'ai un peu de mal...

Radio-Libertaire - *Le désir d'être présent à la table des négociations ? Mitterrand a dit :* « la France doit maintenir son rang... »

Alain Gresh - Voilà. Ceci étant, on peut, au nom des mêmes arguments, défendre la politique exactement contraire, c'est-à-dire : ce qui fait le rang de la France, c'est son audience, en particulier dans le tiers monde, dans les pays francophones, dans le Maghreb, etc. Tous ces pays étaient complètement contre cette politique.

Radio-Libertaire - *On a beaucoup dit que la France allait perdre le crédit qu'elle avait acquis auprès des populations arabes. Ce crédit ne relève t-il pas d'un mythe ?*

Alain Gresh - Vous savez, les mythes peuvent être très réels. Pour qui a voyagé au Proche-Orient le crédit de la France auprès des populations était très considérable. On peut dire que cela ne se fondait sur rien de réel, on peut discuter, mais ce crédit était réel, et c'est sûr que la déception parmi les peuples de ces régions est d'autant plus importante.

Radio-Libertaire - *Ils ont la sensation d'avoir été trahis ?*

Alain Gresh - Tout à fait. Mais il faudrait faire les comptes dans plusieurs mois, cela dépendra de beaucoup d'éléments - en particulier de ce qui va se passer maintenant -, des négociations, etc. Mais je crois quand même que le crédit en a pris un coup. Et pour reprendre l'argument d'être présent à la table des négociations, comme le faisait remarquer un ami palestinien, jusqu'à présent nous voulions une conférence internationale parce que nous espérions avoir les Européens et les Soviétiques à nos côtés contre les Américains et Israël, mais si les Européens et les Soviétiques sont alignés sur les Américains, autant entrer dans des négociations bilatérales. Donc, en fait, je ne suis pas sûr que la France sera plus près de la table des négociations. D'ailleurs les négociations ont lieu en ce moment, ce sont les Américains seuls qui les mènent...

Radio-Libertaire - *Les puissances occidentales ont fondé leur argumentation sur le respect du droit international. Quand on voit les pays qui composent la coalition, on s''étonne qu'il y a la Syrie...*

Alain Gresh - En fait, il y a deux possibilités à partir de cette revendication du droit international. C'est sûr que le droit international a été violé au Koweït, et c'est sûr que cela demandait une riposte de la communauté internationale - en tout cas,

« C'est sûr que le droit international a été violé au Koweït, et c'est sûr que cela demandait une riposte (...). Le problème, encore une fois, est le niveau de la riposte. (...) était-il nécessaire de détruire l'Irak (...). Je ne suis pas sûr. »

c'est mon opinion. Le problème, encore une fois, est le niveau de la riposte. Par exemple, si on accepte l'idée d'une intervention militaire - je ne l'accepte pas, mais même si on l'accepte -, était-il nécessaire de détruire l'Irak comme on l'a fait pour obtenir la victoire militaire, est-ce qu'il était nécessaire de casser toutes les industries, les cimenteries ? Il n'y a plus d'eau, plus d'électricité, il n'y a plus rien dans ce pays... Je ne suis pas sûr. Donc il fallait appliquer le droit international au Koweït, mais encore une fois, pas dans n'importe quelles conditions.

On dit aujourd'hui que la guerre froide est terminée, que nous sommes entrés dans une nouvelle ère d'application du droit international. C'est-à-dire, en gros : avant, on ne pouvait pas l'appliquer parce qu'il y avait le face-à-face soviéto-américain, maintenant on peut l'appliquer. Mais même si on accepte l'argument qu'il faut commencer avec le Koweït, à ce moment-là, il faudrait le voir appliqué aussi par la Turquie à Chypre, par Israël en Palestine etc. Et le problème va être de savoir, si on veut donner une crédibilité à ce droit international, si vraiment les puissances dites coalisées auront la même détermination en ce qui concerne les autres conflits qu'ils montrée en faveur du Koweït. Et cela reste encore à voir - je suis assez sceptique sur la détermination occidentale ; ceci étant, je crois que c'est important de prendre les gouvernements au mot, c'est-à-dire d'exiger aujourd'hui que soit appliqué le droit international par tous, parce que c'est de l'intérêt des peuples de la région, c'est de notre intérêt qu'on règle le problème palestinien, libanais, chypriote, etc.

L'argument selon lequel le droit est violé en beaucoup d'endroits n'est pas suffisant pour le violer encore une fois. Ce qu'on peut dire de la question du Koweït, c'est que c'est une question pour laquelle les intérêts des Etats-Unis et le droit international coïncident - je dirais tant mieux, mais il faut voir dans quelles conditions ils se sont battus pour l'appliquer, et il faut l'appliquer ailleurs, à la question palestinienne, à la question chypriote, libanaise, Timor, etc...

Radio-Libertaire - *Parmi les objectifs de la guerre, il y avait en premier lieu la libération du Koweït, le second point était la dissuasion de tout imitateur. Mais s'il apparaissait un cas de violation du droit international qui ne remettrait pas en cause les intérêts nationaux des puissances occidentales, pensez-vous que celles-ci interviendraient de nouveau, peut-on envisager tous les deux ou trois ans une intervention militaire ?*

Alain Gresh - Non bien sûr, c'est difficilement envisageable. Ce qui aurait été envisageable, c'est qu'il se dégage à travers cette crise un vrai mécanisme collectif de règlement, à travers les Nations-Unies. Or, ce n'est pas ce qui s'est dégagé, ce qui s'est révélé c'est une utilisation par les Etats-Unis des Nations-Unies, ce qui est tout à fait différent. Donc, supposons qu'il y ait un autre pays, par exemple le Pakistan, qui viole le droit international, on voit mal, pour beaucoup de raisons, une intervention massive des Américains pour l'en empêcher. Un, parce que le Pakistan reste quand même un allié américain. Deux, c'est un pays beaucoup plus puissant que l'Irak - il faut quand même rappeler que pour réduire l'Irak il a fallu mobiliser quasiment 80% de ce qui est exportable comme forces américaines. Donc on voit mal cela recommencer. Mais il faut aussi rappeler que cette intervention a été payée en entier par les Saoudiens, les Koweïtiens, et un peu les Allemands et les Japonais. Rien ne dit qu'une autre crise serait payée par ces pays, on est à peu près sûr du contraire.

Donc, cela plaide aussi en faveur de cette réalité, qui est d'essayer d'établir des mécanismes internationaux - qui sont loin d'être cohérents, les Nations-Unies ne sont pas ce qu'il y a de plus parfait, mais enfin -, c'est ce qui aurait dû permettre de régler les conflits et surtout d'éviter la guerre. Je crois que cela aurait été possible dans cette crise, et il faut que ce soit possible dans les crises à venir.

« Ce monde arabe, il faut le rappeler, est un monde qui est en crise très profonde, un monde qui vit sous des dictatures depuis la guerre de 1967, avant, aussi, mais depuis 1967 c'est extrêmement net. »

Radio-Libertaire - *Venons-en plus précisément à la question du Moyen-Orient. On a beaucoup parlé des responsabilités des anciens colonisateurs dans cette crise. Peut-on entièrement les accuser ou y a-t-il, au sein du monde arabe des facteurs d'antagonisme qui peuvent expliquer au moins en partie cette situation ?*

Alain Gresh - Je crois qu'on ne peut pas tout mettre sur le dos du découpage colonial. C'est sûr qu'il est un des éléments de la crise. Ce découpage s'est fait au profit exclusif des Français et des Britanniques pendant et au lendemain de la Première Guerre mondiale. Ceci étant, il ne faut pas avoir l'illusion qu'il y aurait eu un découpage miracle du Proche-Orient. Il ne faut pas croire qu'il y avait à l'époque une telle aspiration à l'unité arabe qu'on aurait pu créer un seul pays arabe. C'est vrai aussi que les grandes puissances colonialistes avaient intérêt à diviser, mais c'est vrai que les divisions étaient déjà à l'intérieur même du monde arabe en fonction de l'histoire, des intérêts des différents groupes sociaux etc. Donc je crois, si un élément explique beaucoup de choses - par exemple l'Irak n'a pas de débouché sur le Golfe, c'est un handicap qui aurait pu être réglé facilement -, mais en même temps il y a l'évolution propre du monde arabe avec ses propres contradictions internes. On l'a bien vu d'abord dans l'attitude des pays arabes - il y a des pays qui ont été à côté de la coalition, il y a même des pays comme l'Egypte dont la population était plutôt du côté des coalisés, et puis il y a eu d'autres pays qui étaient contre. Globalement quand même, ce monde arabe, il faut le rappeler, est un monde qui est en crise très profonde, un monde qui vit sous des dictatures depuis la guerre de 1967, avant, aussi, mais depuis 1967 c'est extrêmement net, c'est un monde dans lequel il n'y a eu aucun changement politique d'envergure et qui connaît surtout depuis les années 80 une crise économique et sociale très profonde, et je crois que c'est un des éléments qui explique à la fois les tensions, qui explique que Saddam Hussein ait trouvé un appui auprès des populations arabes, et qui explique aussi les antagonismes entre les différents Etats. Il est évident qu'une future stabilité de la région passe non seulement par le règlement du problème des frontières, des Palestiniens, etc., mais aussi par des avancées de ces pays vers plus de démocratie, plus de justice sociale, plus de liberté.

Radio-Libertaire - *Ne pensez-vous pas que l'existence de l'Etat d'Israël, l'opposition des pays arabes à l'Etat d'Israël, constitue un abcès de fixation qui permet à certains régimes arabes d'évacuer d'une part le problème de la démocratie, d'autre part la mise en oeuvre d'un programme véritable de développement ?*

Alain Gresh - Tout à fait, cela a été un fantastique moyen de détourner les ressources, puisque le Proche-Orient est la région du monde qui achète le plus d'armements, au nom de la lutte contre Israël, même si cette lutte n'a pas vraiment lieu ; ensuite, c'est un fantastique moyen pour tous les gouvernements d'éviter toute avancée vers la démocratie, puisqu'ils prétextaient justement de l'état de guerre. Je crois que c'est pour ça qu'un règlement du conflit israélo-palestinien, israélo-arabe, n'est pas seulement important pour le peuple palestinien, pour lui donner un Etat et une forme d'expression à ses revendications nationales, mais aussi pour permettre un développement de la démocratie dans la région. Il est certain aujourd'hui que cette guerre, qui dure depuis plus de quarante ans, est un fantastique obstacle au développement de la région. Et en fait, résoudre le conflit israélo-palestinien c'est permettre une avancée importante sur le chemin de la démocratie et de la justice sociale.

(suite et fin au prochain numéro)

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

CATALOGUE 1991

Nous tenons à votre disposition le catalogue 1991 de la librairie du Monde Libertaire.
Pour vous le procurer, il suffit d'en faire la demande au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

BORDEAUX

Réfugiés expulsables : une leçon de dignité

Alors que les médias ont les regards tournés en direction du Kurdistan, et que les bonnes âmes daignent, à l'occasion, s'apitoyer sur un peuple si souvent opprimé, trois compagnes du CASDAL de Périgueux ont fait le voyage à Bordeaux, pour visiter ceux que l'Etat français souhaite expulser.
C'est un témoignage, sobrement touchant, sur une action menée dans la dignité, que nous vous livrons au travers des colonnes du *Monde libertaire*.

JEUDI 18 avril 1991. La grande salle paroissiale - pas chauffée - de la rue du Noviciat, à Bordeaux : 25 grévistes de la faim - une vraie grève ! -, dont 13 Turcs et 12 Kurdes... Vingt-quatre, en vérité, car le 25e a dû être conduit à l'hôpital, le matin même. Cette grève de la faim a débuté le 3 avril autour de Binali Kalkan, vivant en France depuis 10 ans, dont la compagne est française ; ayant créé son entreprise de maçonnerie et employant deux ouvriers depuis 1987. Binali n'a, par ailleurs, jamais été en infraction...

Le 27 mars, on l'arrêtait pour lui signifier un refus à sa demande d'asile politique - faite en 1982 -, assorti d'une injonction à quitter le territoire français, au plus tard, le 2 avril.

Ces 25 grévistes ont un but commun : sauver leur vie - Binali Kalkan a été arrêté et torturé au moins quarante fois en Turquie. Et l'administration française exigerait des preuves formelles... On croit « cauchemarder » ! A ce but initial, s'ajoutent d'autres revendications. Pour les Kurdes : le droit à une existence et à la liberté ; pour les Turcs : l'abolition de la dictature de sang et de tortures avec le droit de vivre dans une Turquie humaine.

Tous avaient un emploi et n'ont jamais eu affaire à la police. Or, tous sont expulsés !

Parmi ces cas, deux sont « pires » : l'un d'eux est marié et a trois enfants. Les parents sont expulsés et les enfants confiés à la ... DDASS ! Même chose pour une femme d'un certain âge. Elle, est expédiée, ses enfants, eux, sont élevés par les bons soins de l'Etat français. Là, on tombe en plein délire... N'est-ce pas ?

Nous étions trois, trois femmes de trois générations, au milieu d'eux, jusqu'à près de 18 h. Ils nous ont donné une incroyable leçon de dignité, de simplicité, de courage sans forfanterie ; un accueil sans éclat mais tellement chaleureux et... confiant (mais oui !) que nous étions bien avec eux. A leur place, quel aurait été notre comportement ?

Voici quelques réponses aux questions que nous osions à peine poser (à propos de réfugiés kurdes) :

- Que pensez-vous de l'aide humanitaire des Nations-Unies ?

- Elle vient très tard. C'est terrible qu'on les parque comme des Indiens, en Turquie, et même en Irak. Quand les « gardes » seront partis, ce sera bien plus facile de les tuer, prisonniers des barbelés.

- Que pensez-vous de l'Iran à leur égard ?

- Ils sont bien plus malins : ils ont ouverts leur frontière à quelques centaines de milliers des nôtres. Sans bruit. Personne n'en entend plus parler...

- Y-a-t-il autant de morts, chaque jour, que les médias l'annoncent ?

- Le nombre de 2 000 serait beaucoup plus proche de la vérité.

- Avez-vous des nouvelles des vôtres, là-bas ?

- C'est difficile, maintenant. Mais, un exemple : le Kurdistan turc est très montagneux. Il y a un mois, les Turcs ont tué 1000 mules d'un coup. Elles sont notre seul moyen d'acheminer ravitaillement et nécessaire dans les villages.

Nous qui sommes dans cette salle, la Turquie veut tous nous détruire ; nous sommes tous des « Kurdes ».

- Mais vous avez malgré tout l'espoir ?

- Le génocide des Kurdes a commencé il y a plus de 65 ans. C'est le reste de notre peuple qui meurt maintenant. Ça ne préoccupe vraiment personne !

Dans la Convention de Genève, signée par la France, il y a le paragraphe suivant : « *Tout Kurde est considéré comme un réfugié politique.* »

On expulse froidement

Le gouvernement français a ameuté le monde entier -au bout d'un mois d'horreur - se donnant ainsi une « bonne conscience » pas bien exigente. « Il faut sauver ce peuple kurde, odieusement massacré »... Mais, ici, dans le secret douillet de cette France - terre d'asile -, plus de 100 000 demandeurs d'asile ont été déboutés en 1990. On expulse, ainsi, froidement 100 000 hommes et femmes, dont on sait que tous sont voués à la torture et à la mort ; et on les sépare de leurs enfants ! Ce n'est pourtant pas par ignorance...

Deux médecins viennent examiner sérieusement, deux fois par jour, les grévistes de la faim. Ils sont totalement solidaires. La préfecture de la Gironde a chargé officiellement un autre médecin de suivre l'évolution de l'état de santé des grévistes. En fait, il accompagne, parfois, au cours de leur examen les deux médecins précédemment évoqués et demande leurs observations pour rédiger son rapport.

Ce jeudi 18 avril, nous avons vu un infirmier s'occuper d'eux toute la journée, avec une efficacité et une bonté remarquable et ... bénévole.

Dans l'après-midi : tribunal administratif, mais pour le seul Binali Kalkan. Peut-être une erreur ? Cas intéressant... Espoir... Et décision remise à une quinzaine ! Sans doute, puisqu'ils ont déjà fait 17 jours de grève, peuvent-ils bien doubler la mise ? Les réfugiés sont endurcis.

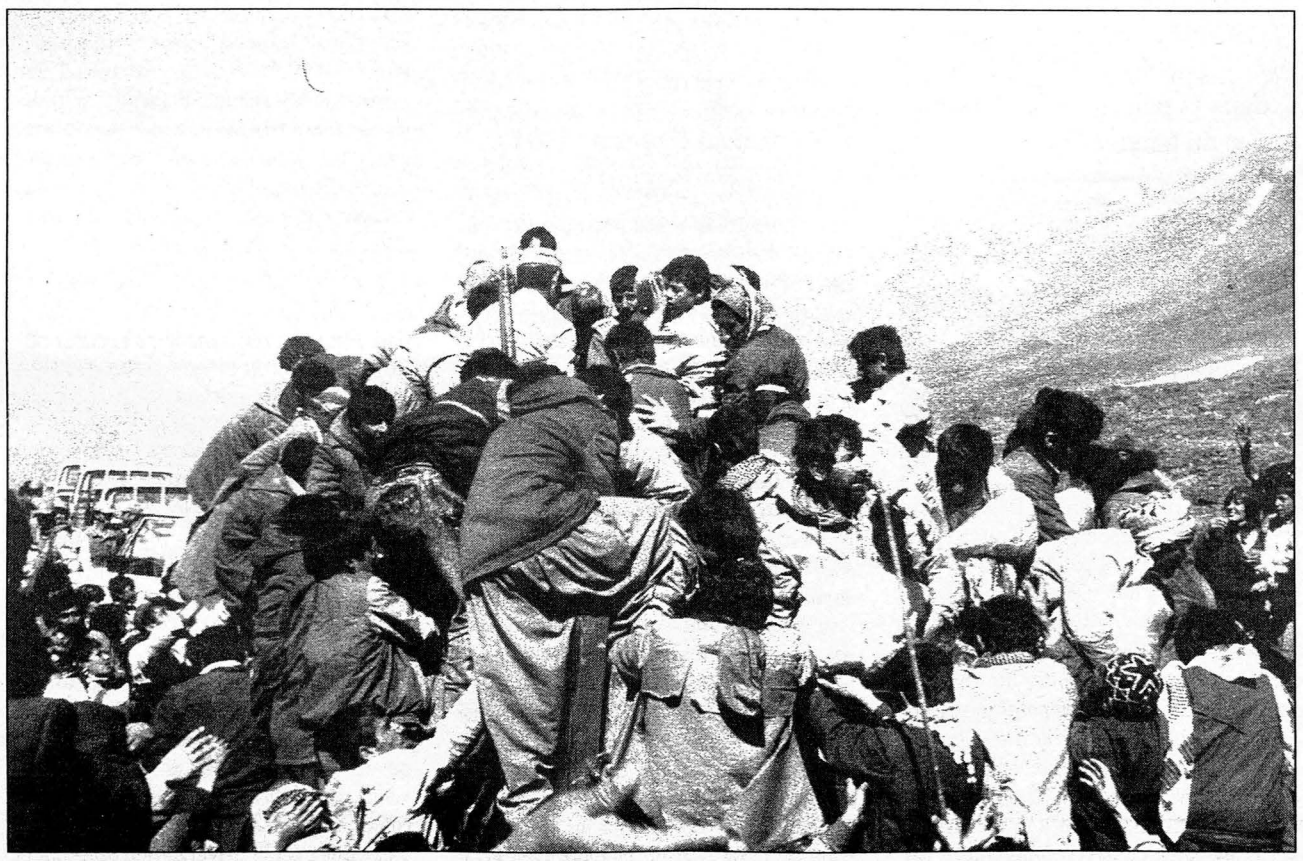
Comment ose-t-on ? Il est intéressant de noter que le tribunal, dans sa totalité, semblait ignorer la grève. Essayer d'isoler Binali Kalkan des 24 autres ? Quelle erreur ! Ils ne vont pas se séparer, voilà ! Kalakan ira jusqu'au bout, sa compagne présente, avec tous les autres, jusqu'à ce que chacun d'eux ait le droit élémentaire de vie et de liberté (cf. la Déclaration universelle des droits de l'homme).

E n fait, c'est la notion elle-même d'Etat et le nationalisme qui séparent les peuples. La solidarité ne peut s'embarrasser de frontières, elle est vertu universelle.

L'action de ces compagnons en est l'illustration.

Suzanne, Corinne et Sandrine
(CASDAL de Périgueux)

N.B. : à ne surtout pas oublier : les contacts officiels... ils sont remplis d'enseignement ! Ainsi, Bernard Kouchner (le seul à avoir répondu, assez rapidement) : « *Regret de ne pouvoir donner suite à votre courrier* ». Danièle Mitterrand : premier télégramme, resté sans réponse ; appel téléphonique... néant ; troisième contact : réponse de la secrétaire : « *Mme Mitterrand ne s'occupe plus de ce problème.* ». Philippe Marchand (ministre de l'Intérieur) : silence total, qui dure encore... Silence !



Réfugiés kurdes à la frontière turque en quête de vivres, de vêtements et d'équipements. © Caza-Capa/Sipa

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Jeudi 2 mai
— « Si vis pacem » (18 h - 19 h 30) : émission pacifiste.

Samedi 4 mai
— « La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : l'actualité sociale.
— « BDDA et cie » (18 h - 19 h 30) : émission BD.
— « Y'en a pas un sur cent » (19 h 30 - 21 h) : les anarchistes des années 90 parlent... avec Jean-François Lymphâm (éditions Baron Noir).
— « Onde de nuit » (24 h à l'aube) : la fièvre du samedi soir.

Dimanche 5 mai
— « Matinée anticléricale » (10 h - 12 h) : émission de la Libre pensée.
— « Folk à lier » (12 h - 14 h 30) : musiques traditionnelles de France et du monde.

Mardi 7 mai
— « Blues en liberté » (10 h - 12 h) : le piching dans le blues rural.

SOUSCRIPTION

« Diffusion de la création contemporaine » lance une souscription pour faire paraître les actes du colloque « Art et anarchie » (ouvrage de 320 pages, format 14X20, avec 30 illustrations noir et blanc, éditions du Monde Libertaire), qui est organisé à l'occasion des 10 ans de Radio-Libertaire. Prix : 110 F (prix de vente public : 130 F).
Parution en novembre 1991.
Les chèques sont à libeller à l'ordre de « Diffusion de la création contemporaine » et à adresser à DCC, BP 12, 13671 Aubagne cedex.
(colloque « Art et anarchie » lire programme en page 7)

REFUGIES DANS L'EURE

Depuis le samedi 20 avril, des réfugiés turcs et kurdes font une grève de la faim pour obtenir le droit d'asile à Val-de-Rueil, dans l'Eure. On peut écrire ou les visiter en s'adressant au local paroissial, situé au 12, rue Traversière, à Val-de-Rueil.
Un comité de soutien s'est constitué, où l'on retrouve le PCF, SOS-Racisme, la LCR, Amnesty International et les animateurs de l'émission « Les damnés de la terre », sur Radio-Libertaire.

GENNEVILLIERS

Les nettoyeurs s'organisent

Dans les Hauts-de-Seine, à Gennevilliers, une société, la Société Propreté Environnement Service (SPES) emploie 150 salariés. Les conditions de travail et les rémunérations y sont détestables.

Pour défendre leurs intérêts, une partie du personnel décida d'adhérer à la CNT et de manifester son mécontentement. Rapidement la section grandit et compte à ce jour 17 adhérents.

La réaction du patronat ne se fit pas attendre : menaces de licenciements, refus de reconnaître la section CNT et son délégué syndical. Prétexte : absence de représentativité... La justice a été appelée à trancher.

Elle vient de trancher, et dans le bon sens. Le 12 avril 1991, le juge reconnaissait la représentativité de la CNT à la SPES.

Immédiatement, les avantages ont été acquis : panneau d'affichage, construction de vestiaires réclamés par le personnel féminin, fournitures de vêtements de travail plus conformes.

Revers de la médaille : suite à des provocations de l'encadrement deux adhérents de la section se sont vus signifier une procédure de licenciement. Le combat ne fait que commencer...

Le secrétaire du Syndicat des transports CNT-Région parisienne, auquel est affiliée la section de la SPES, fait remarquer que ce syndicat a supporté douze procès en deux ans pour la COMATEC et la SPES, mais que c'est la première fois dans l'histoire de la CNT qu'un procès de représentativité est gagné lors d'un premier jugement.

Yves Peyraut

La Fédération anarchiste vous intéresse ?

Chaque samedi, de 15 h à 17 h, les Relations intérieures de la FA tiennent une permanence au 145, rue Amelot (M° Oberkampf ou République), 75011 Paris.

Complexe militaro-industriel,

(suite de la Une)

Christiane - *Revenons au profit qui découle de ces ventes d'armes et à la différence qui existe en Français et Nord-américains concernant le CMI.*

A.M. - Si certains militaires étaient opposés à la participation de la France dans la guerre du Golfe, c'est qu'ils percevaient parfaitement les contradictions entre les intérêts du CMI français et ceux du CMI américain. Gallois écrit dans ce même article : « *Le Golfe est l'occasion pour les Etats-Unis d'accélérer leur politique de course aux armements* » . « *Nous avons, dans ce conflit,* dit le secrétaire d'Etat américain à la Défense, *montré nos formidables capacités technologiques, la volonté américaine de maintenir cette supériorité en dépit de la réduction des dépenses* ». Il est clair que certains membres du complexe militaro-industriel ne sont pas dupes du jeu des Etats-Unis pour leur « souffler » le marché des armes dans cette région du monde en même temps que l'influence politique. Influence politique liée à la fourniture des armes aux pays de la région. Nous avons d'ailleurs appris avant même le déclenchement de la guerre, le 16 janvier, que les Etats-Unis avaient passé un contrat fabuleux avec l'Arabie Saoudite de 18 milliards de dollars et ce n'est pas fini. Que révèle encore cette guerre selon Gallois ? La relance du projet de Reagan, l'IDS - la fameuse guerre des étoiles -, dont les anti-missiles *Patriot* font partie et forment en quelque sorte le premier échelon. Aujourd'hui, le CMI américain estime qu'il faut activer ce plan pour rendre les Américains tout puissants. Gallois est parfaitement conscient que cette guerre, c'est la *Pax americana,* qui s'étendra non seulement au Moyen-Orient, mais aussi à l'Europe. Les Etats-Unis veulent faire de l'Union européenne de Défense (UEO) le lieu de jonction entre les questions militaires sous la coupe de l'OTAN et la communauté européenne. Grâce à l'UEO et à l'OTAN, les Etats-Unis auront alors un poids encore plus considérable en Europe.

Christiane - *C'est une mainmise totale.*

A.M. - Exactement. D'autre part, les Américains réalisent actuellement un plan dont ils rêvent depuis dix ans, une sorte d'OTAN dans la péninsule arabique, au Moyen-Orient. Quand vous parlez des relations entre CMI et politiques, si l'on prend le cas de Mitterrand on vous dira dans n'importe quelle région du monde que c'est un atlantiste, il est aligné sur les positions des Etats-Unis alors que des hommes du CMI, militaires ou politiques dans la lignée gaulliste, auraient voulu conserver une certaine indépendance par rapport à cette soumission aux Etats-Unis.

Alain - *Mais ils ont échoué.*

A.M. - Ils ont échoué. Ce sont les autres, les Thomson, les Matra, l'Aérospatiale qui ont gagné. N'oublions pas que le CMI est composé d'hommes pour la plupart venant des grands corps de l'Etat, l'Inspection des Finances, ou des grandes écoles comme l'Ecole polytechnique avec ses deux composantes l'Ecole des Ponts et l'Ecole des Mines. Ces hommes ont développé le nucléaire et l'ont imposé à la France. Ils imposent les choix énergétiques, celui de l'électricité nucléaire à la place d'énergies alternatives, par exemple, et pèsent sur les relations internationales.

Alain - *Comment fonctionnent ces rapports entre militaires et politiques ? Dans la pratique ? Des exemples ?*

A.M. - Regardez la composition du cabinet de Mitterrand et vous verrez des hommes du CMI, politiques et militaires. Cela fonctionne comme un réseau très fermé, une franc-maçonnerie du pouvoir, c'est l'expression employée par des sociologues américains pour décrire le CMI français. Ces hommes ne passent pas par l'université, ils appartiennent aux classes dirigeantes, ils fréquentent des écoles sélectionnées, se retrouvent dans les mêmes clubs, forment des cercles extrêmement fermés et se marient entre eux; les femmes qui sont à Polytechnique épousent des polytechniciens. Ces mêmes familles fournissent les hauts cadres de l'armée, les directeurs d'entreprises nationalisées qui fabriquent des armes - le frère de Mitterrand, général, a été directeur de l'Aérospatiale qui a vendu 5 000 missiles à Saddam Hussein et en a fabriqué aussi à l'occasion de la guerre du Golfe ...

Manif du 18 septembre 1990, *le Monde libertaire* annonce la couleur. © C.P.

« Les Américains réalisent actuellement un plan dont ils rêvent depuis dix ans, une sorte d'OTAN dans la péninsule arabique, au Moyen-Orient. »

Alain - *En fait, cela ne passe pas par le parlement ou les députés, c'est un réseau souterrain...*

A.M. - ... qui torpille complètement le parlement. Le CMI a d'autant plus de pouvoir que nous avons la constitution la moins démocratique possible. La France est le pays qui accorde le moins de pouvoir au parlement. Ici, c'est l'exécutif qui fixe l'ordre du jour. Si les parlementaires demandent un débat sur la Défense et si l'exécutif ne veut pas que ce débat ait lieu, ce débat n'aura pas lieu et ceci s'est vérifié maintes fois. Des exemples antérieurs à la guerre du Golfe - la guerre du Golfe n'est qu'un révélateur de tout ce qui a été mis en place depuis 30 ans - de l'emprise du CMI sur les politiques français et sur la société civile française : la décision de construire la bombe atomique a été discutée par le parlement seulement quatre ans après; quant aux recherches sur la bombe à neutrons commandée par le pouvoir exécutif, les parlementaires ont appris la nouvelle par la presse. Inutile de dire que la décision de la France d'envoyer des troupes et des navires de guerre dans le Golfe a été prise par Mitterrand, de même que pour l'embargo, sans que le parlement soit consulté. En ce qui concerne la participation aux opérations militaires, la séance parlementaire a été une caricature, liquidée en une heure, sans aucune discussion de la politique de l'exécutif de la France au Moyen-Orient.

Christiane - *Aucun débat...*

A.M. - Le CMI est ici d'autant plus puissant que la constitution française accorde très peu de pouvoir au parlement et que les parlementaires français se laissent dessaisir.

Christiane (question d'auditeur) - *Dans le contexte de la guerre du Golfe, peut-on parler de convergences entre communistes et gaullistes ?*

A.M. - Il y a eu parmi les 43 députés qui ont voté à l'Assemblée nationale contre la participation de la France dans la guerre du Golfe - 43 sur plus de 500, c'est peu (523 pour, 2 abstensions) - 2 gaullistes, 1 UDF, un représentant de chaque parti et surtout l'ensemble des députés communistes. Il se peut que quelques individus, à droite, soient sur la même longueur d'onde, de là à parler de convergence. Il me semble que cela concerne un nombre très limité de personnes. D'autre part, ces personnes de droite opposées à la guerre, politiques ou militaires, ne sont pas opposées à un budget militaire et à une loi de programmation militaire de 474 milliards alors que les communistes ont demandé une réduction du budget militaire et de procèder, par étapes, à la réduction. Ils se disent contre l'arme nucléaire. Les convergences sont donc très limitées.

Christiane (question d'auditeur) - *Notre débat peut s'inscrire dans une sorte d'affrontement entre capitalisme d'Etat et capitalisme privé.*

A.M. - Affrontement, non. En France, il n'y a pas affrontement, il y a osmose, c'est le terme que l'on retrouve dans toutes les recherches. Dans le livre de Pierre Marion (ancien responsable de la DGSE), *Le pouvoir sans visage,* avec en sous-titre *le complexe militaro-industriel,* le CMI est un pouvoir qui impose sa loi à l'Etat français mais c'est un pouvoir sans visage. Il arrive que certains responsables, comme cet ancien directeur des services secrets, n'obtenant pas satisfaction pour une raison quelconque, dénoncent l'emprise du CMI. Dans un article du *Monde,* l'amiral Le Pichon a également accusé le CMI français de construire des appareils extrêmement sophistiqués, coûteux, inutiles et faisant parfois double emploi, au détriment de la sécurité des porte-avions, par exemple. Rien de tel que des hommes de l'appareil pour connaître et dénoncer ce complexe, mais encore faut-il qu'ils soient déçus et qu'ils n'aient pas eu la part qu'ils estimaient leur revenir - part de promotion ou part du budget militaire.

Alain - *Quelques-uns au moins donnent des informations ...*

Christiane - *Pas suffisamment pour faire sauter le tabou. Donc osmose entre capitalisme d'Etat et capitalisme privé.*

A.M. - Cette osmose est favorisée par une pratique très française, le « pantouflage » . Pratique très connue dans la fonction publique qui s'exerce au mépris des lois et des règlements d'administration. Les hauts fonctionnaires sortant de Polytechnique, astreints au service de l'Etat pendant un certain nombre d'années, s'arrangent pour passer dans le privé et lui apportent la connaissance des mécanismes de l'Etat. On voit ainsi des anciens polytechniciens, conseillers techniques, membres d'un ministère, qui deviennent PDG de Matra, de Dassault ou de Thomson alors privatisé. On sait ainsi comment obtenir les marchés et imposer à l'Etat français les armes que l'on peut fabriquer et avec lesquelles on veut gagner de l'argent. D'ailleurs ils s'en vantent. Dans un très bon numéro de la revue *Autrement,* il y a déjà quelques années, un journaliste a interrogé des chercheurs de Matra, Dassault et Thomson et ceux-ci se vantaient d'imposer à l'Etat français leurs choix technologiques. Aux Etats-Unis, Edward Tyler, directeur d'un grand laboratoire militaire (bombe à hydrogène), déclarait très cynique : « *Nous ne devons pas demander aux militaires ce qu'ils veulent, nous devons plutôt pousser la recherche scientifique à ses limites.* » Les scientifiques sont donc membres à part entière du CMI et c'est à tort que l'on parle de complexe-militaro-industriel, on devrait dire complexe scientifico-bureaucratico-militaro-industriel et bancaire.

« Inutile de dire que la décision de la France d'envoyer des troupes et des navires de guerre dans le Golfe a été prise par Mitterrand, de même que pour l'embargo. »

Alain - *Peut-on parler aussi de « pantouflage » en ce qui concerne l'information quand on voit des généraux venir devant les caméras et derrière les micros ?*

A.M. - C'est un peu différent. Parler de l'emprise du CMI sur l'information en France nécessite d'examiner les acteurs de cette information et de cette main-mise. Ce sont l'Etat et les firmes privées travaillant pour le militaire et le nucléaire et qui ont de gros moyens. Ce n'est pas un hasard si ce sont les hommes du nucléaire qui achètent les chaînes de radio et de télévision, il faut beaucoup d'argent et c'est le cas quand on travaille pour le militaire parce que c'est la privatisation du profit et la collectivisation des pertes. Il n'y a jamais de pertes dans ces industries du militaire puisque le seul commanditaire est l'Etat français. On peut doubler les profits. Ce n'est pas non plus un hasard si Bouygues, qui construit des centrales nucléaires ou des abris souterrains pour Saddam Hussein, a acheté TF1 qui était revendiqué aussi par un homme du nucléaire, Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra. Très déçu à l'époque de ne pouvoir acquérir TF1, Lagardère a, cinq ans après, acheté la Cinq. De quoi est doté déjà Lagardère ? D'Europe 1, de la firme Hachette qui possède 43 magazines, soit 20% du chiffre d'affaire de l'édition en France. C'est un empire médiatique fantastique. On trouve le même phénomène aux Etats-Unis. L'économiste américain John-Kenneth Galbraith dit du Pentagone que c'est le rendez-vous des PDG des firmes privées de l'armement. Pas de firmes nationalisées aux Etats-Unis avec des statuts comme pour l'Aérospatiale ou les grands arsenaux, tout est privé. Le Pentagone est le rendez-vous des PDG des firmes multinationales qui achètent également des maisons d'éditions et, en particulier, celles qui composent les manuels scolaires, comme Hachette. De cette manière, on peut directement influencer la jeunesse.

Alain - *Bouygues pour TF1, Lagardère pour la Cinq et Europe1, d'autres encore ?*

A.M. - Voilà les acteurs de la main-mise du CMI sur le système médiatique français. 1°) les hommes des firmes privées et, 2°) l'Etat français dont les membres font partie du CMI. Simple à démontrer ; prenons François Mitterrand, jusqu'en 1975 il était contre le nucléaire. Il a fait des déclarations qu'il est simple de retrouver telles que : le nucléaire n'assure pas la sécurité de la France, avec explications et mise en avant du coût exorbitant. Or, quand on veut le pouvoir suprême, il faut se soumettre au « pouvoir sans visage » du CMI. Donc le pouvoir exécutif français est membre à part entière du CMI ; il est donc normal que les radios et les chaînes de télévision nationales pratiquent le contrôle de l'information. Par conséquent, chaînes privées ou chaînes publiques, il y a le même controle. Ce n'est pas un contrôle exercé directement de l'Elysée. Au ministère de la Défense, le service d'information pour les Armées, SIRPA, est chargé avec ses 250 personnes de pénétrer les médias avec un planning, une philosophie, une stratégie bien définies. Premier point : imposer le dogme de la dissuasion nucléaire aux Français. Mais pour cela il faut avoir l'opinion française avec soi, donc manipuler les médias. Un numéro de la revue *Armée d'aujourd'hui,* datant de quelques années, est consacré à l'armée et les médias. On y lit que la conquête de l'opinion publique passe d'abord par la télévision. Par la radio passent des messages qui n'ont pas la même tonalité affective.

Alain - *Et la presse. On se souvient de cette page de publicité que Libération a publié sur les armées ...*

Christiane - French troops have done an absolutely superb job ! *Propos du Gl Schwarzkopf pour une pub pour l'Aérospatiale !*

A.M. - Pour la télévision, voyons comment a procédé le SIRPA. D'abord, il a acheté des espaces pour faire des émissions signées par le SIRPA montrant des navires de guerre qui assuraient la sécurité et le ravitaillement de la France dans le Golfe persique, etc. Mais cela n'a pas beaucoup marché, alors ils ont fait des

➡ ➡ ➡

lobby de la mort programmée

➡ ➡ ➡

coproductions, c'est à dire que les espaces se trouvaient dans des émissions grand public. *Thalassa* reçoit des subventions du SIRPA, de même que d'autres coproductions télévisées

Christiane - *Comment peut-on expliquer l'absence de contestation de la part des intellectuels face au complexe militaro-industriel ?*

A.M.- C'est difficile. Des hommes au pouvoir aujourd'hui sont les étudiants qui ont fait la révolution estudiantine de 68. Mais déjà le ver était dans le fruit parce que ces étudiants qui faisaient des barricades étaient contaminés par la société de consommation. Le samedi et le dimanche, ils se lamentaient parce que les pompes étaient à sec et qu'ils ne pouvaient pas partir en week end. Les gens sont à présent pris dans une société de consommation et omettent de réfléchir sur les valeurs de la société. Le laissez-faire est aussi une forme de complicité. D'autre part, l'arrivée des socialistes au pouvoir n'est pas étrangère à cette attitude des intellectuels. Quand la droite était au pouvoir, les intellectuels étaient surtout du côté des forces de

« Au ministère de la Défense, le Service d'information des Armées est chargé de pénétrer les médias avec un planning... »

gauche et des forces anticolonialistes. Ce qui change avec l'arrivée de la gauche, c'est le langage des socialistes, mais les socialistes mènent la même politique que la droite. Ce qui compte beaucoup en France pour les intellectuels, c'est le langage, la parole, et le discours de Mitterrand est, je dirais, machiavélique parce qu'il dit paix et c'est la guerre. Pour les intellectuels ça compte, ils ne regardent pas que la France avait droit de véto et pouvait dire non à la guerre, ils regardent les plans de paix présentés au dernier moment par Mitterrand, c'est de la poudre aux yeux ! N'oublions pas que Mitterrand est un adroit manœuvrier, il a récompensé ces intellectuels : pour les uns une ambassade, pour les autres une promotion au Collège de France ou un job à l'université. On est récompensé, on se tait. Cela fonctionne ainsi. Mitterrand a une sorte de pouvoir charismatique parce qu'il parle bien et que les intellectuels y sont sensibles. En France, on est sensible au discours, aux personnes qui parlent bien.

Christiane - *C'est ce qui explique la position décevante de Vidal-Naquet - surtout si l'on se souvient de son engagement durant la guerre d'Algérie - vis-à-vis de la guerre du Golfe.*

A.M. - Pas seulement lui. Je suis moi-même atterrée car nous étions engagés dans le même combat contre la guerre colonialiste en Algérie et, pour moi, cette guerre du Golfe est une guerre impérialiste et colonialiste. Il s'agit d'empêcher les Arabes d'avoir le contrôle du pétrole. On veut bien que ce soit l'Arabie Saoudite ou le Koweït qui aient le contrôle du pétrole puisque, par banques interposées, l'argent du pétrole retourne finalement au Nord, aux pays riches. L'argent saoudien et koweïtien est placé dans des banques qui font fructifier le capitalisme nord-américain, français ou européen. On tolère ce contrôle, mais on ne tolère pas quelqu'un qui met les pieds dans le plat et qui n'accepte pas cet ordre colonialiste par banques interposées, cette mainmise des pays riches sur la rente pétrolière. Parce qu'il s'agit de cela dans le fond.

Christiane - *Il y a le refus de Bush d'un nouveau plan d'économie d'énergie sous prétexte de risque d'aggravation de la récession économique et, par ailleurs, le retour de mesures pour une économie d'énergie en France. Or la position des intellectuels dans cette guerre - qui tient un rôle de révélateur - démontre combien le consensus permet de les baillonner.*

A.M. - Premièrement, il n'y a pas d'information. Pour savoir quels étaient les enjeux de cette guerre, il aurait fallu dialogue, concertation, discussion. Il aurait fallu analyser les véritables enjeux économiques, politiques, énergétiques dans les médias. Ce n'est pas parce que l'on est historien de valeur qu'on connaît les enjeux dans cette région du monde. Par conséquent, on peut être historien très compétent dans un domaine et ignare sur le problème des enjeux. Dans le domaine des questions économiques, il n'y a pas de culture économique de l'opinion publique française, c'est réservé à quelques spécialistes et cet enjeu échappe en général à l'opinion publique et aux intellectuels. La culture des personnes de la génération de Vidal-Naquet est une culture très littéraire, tournée vers les sciences humaines. Mais l'infrastructure économique, les enjeux, ça leur échappe. Ils peuvent croire que les Américains interviennent pour le droit alors que les dirigeants des Etats-Unis ont même déclaré, comme Nixon, qu'ils ne devaient pas avoir honte d'intervenir pour le pétrole et la défense de l'emploi dans leur pays.

Alain - *Ce qui explique une des raisons du silence de ces intellectuels, même sans faire complètement abstraction de leur complicité.*

A.M. - Complicité avec le pouvoir impardonnable, parce que l'intellectuel, par définition, doit rester indépendant de la raison d'Etat et ne doit pas s'aligner. Mais si les gens pensent sincèrement que le droit international est du côté de ceux qui écrasent des enfants et des femmes sous des tonnes de bombes, c'est leur affaire, mais je ne peux pas partager ce point de vue. Si certains croient, comme Maxime Rodinson ou Vidal-Naquet, que le nouvel ordre international sera instauré et défendu par la *Pax americana,* avec le pouvoir des Américains qui a écrasé le Panama - le Panama est toujours sous contrôle américain -, je ne peux m'aligner en tant qu'intellectuelle sur cette vision du monde.

Alain - *Peut-on aborder à présent les rapports entre l'industrie de l'armement et le monde ouvrier. C'est contradictoire d'être ouvrier, parfois syndicaliste, et de travailler dans l'industrie militaire.*

A.M. - Evidemment, c'est une contradiction et je crois que beaucoup d'ouvriers en sont conscients. Si certains se posent des questions et sont partagés, ce n'est pas à eux seuls de trouver des solutions. C'est à la société toute entière. C'est trop facile, comme je l'entends souvent, de dire : ils sont ouvriers et travaillent dans des usines d'armement; s'ils sont contre la guerre il faut qu'ils travaillent ailleurs. Nous vivons dans une époque de chômage et beaucoup de ceux qui disent cela ont un travail assuré, ont des moyens d'existence. C'est à la société toute entière, au monde politique, à la société civile, aux associations, de s'occuper de ce problème de reconversion des usines d'armement. Et c'est un domaine que j'aimerais étudier. Il y a quelques années, un petit colloque s'est tenu avec les ouvriers de Cherbourg et de Brest et j'ai tenté de me procurer les actes du colloque, mais il n'y a pas eu de publications. C'est une grande faiblesse du mouvement syndicaliste et des partis politiques et même de la société civile de ne pas s'atteler à ce problème de la production d'armement et de la reconversion qui est nécessaire. Aussi longtemps qu'il y aura production, il y aura vente d'armes en fonction du principe de la loi d'économie d'échelle. Plus une série est longue, moins elle coûte. Les armes d'aujourd'hui, en particulier les armes françaises, sont très sophistiquées et très coûteuses; et pour abaisser le prix de revient, il convient d'en vendre. Donc, si nous produisons des armes, nous en vendrons toujours. Des cas semblables à celui de la guerre du Golfe vont se répéter dans les années qui viennent. Il faut absolument se confronter à ce problème. C'est, à mon avis, le problème numéro un pour préparer un avenir sans guerre.

Alain - *Il faut donc arrêter d'accuser les ouvriers de l'industrie de l'armement, mais dénoncer plutôt le complexe militaro-industriel.*

A.M. - Evidemment, mais accuser le complexe militaro-industriel n'est pas suffisant, il faut étudier comment reconvertir ces entreprises, ces productions militaires en productions civiles. Cela coûte de l'argent et de la matière grise, mais ce n'est pas insoluble. François Mitterrand, en 1965, lors d'une conférence de presse déclarait : « *je suis contre l'arme nucléaire, nous n'en n'avons pas besoin, cela coûte cher et n'assure pas notre sécurité* » ; à la question comment il ferait pour reconvertir ces industries, il ajoutait « *J'ai consulté mon entourage et cela peut être fait facilement* ». Donc ce qui manque, c'est la volonté politique. Mais elle manque aussi aux syndicats, aux partis politiques et aux Français eux-mêmes. Quand on songe au discours de Mitterrand depuis plus de dix ans, selon lequel pour tenir son rang international, pour avoir un rôle culturel, pour être un grande puissance, pour avoir le droit de véto au conseil de sécurité, il faut avoir l'arme nucléaire, comment demander aux Français de se priver de cette arme là et de reconvertir les usines d'armement ? On leur a mis ces idées dans la tête et les Français sont persuadés que la France est une grande puissance même si elle est devenue le valet des Américains avec cet

« Complicité avec le pouvoir impardonnable, parce que l'intellectuel doit rester indépendant de la raison d'Etat »

alignement pour la guerre du Golfe. On continue à leur tenir ce discours que porte ses fruits. La reconversion des industries et des productions militaires et nucléaires est très difficile en France.

Alain - *Comment construire aujourd'hui des contre-pouvoirs, des contre-logiques militaristes ?*

A. M. - Nous avons vu fonctionner ces contre-pouvoirs antimilitaristes pendant cette guerre du Golfe où il y a eu une floraison de comités de quartier qui se sont prononcés contre la guerre. Il y a eu l'« Appel des 75 », les grandes marches. Mais ce qu'on n'a pas compris en France dans ces milieux alternatifs, que ce soit des antimilitaristes, des féministes, des antinucléaires, c'est qu'au pouvoir médiatique de ceux qui exploitent la société française, de ceux qui imposent cet ordre militaire, on ne peut répondre que par un contre-pouvoir médiatique en approchant l'opinion française par les mêmes moyens. Si on se contente de faire des tracts qu'on diffuse à 3 000 exemplaires ou des petits journaux qu'on va diffuser à 10 000 exemplaires, ou faire des conférences avec 30 ou 50 personnes, voire 1 000 à la Mutualité et que rien ne passe dans les médias aux heures de grande écoute, on se retrouvera dans 50 ans au même point où nous en sommes.

Alain - *Mais puisque Lagardère est président de la Cinq, on ne passera pas sur la Cinq, ni sur TF1 ...*

« Les radios libres ne sont pas suffisantes, il faut que les grandes chaînes soient accessibles aux citoyens. »

A.M. - On n'a pas encore organisé de contre-pouvoir médiatique. Nous avons le droit pour nous. Pour imposer le dialogue, la contestation dans les médias, sur les chaînes de TV privées ou publiques, nous avons l'article 19 de la Déclaration universelle de droits de l'homme qui dit que tout citoyen a le droit aux informations, mais il a aussi le droit de donner des informations par n'importe quel moyen que ce soit. Donc si on lit bien cet article que personne ne lit et ne cite, on a le droit de voir l'Etat français, les directeurs de chaînes et de leur dire que nous avons le droit d'imposer des informations qu'ils ne donnent pas. La désinformation du système médiatique français, c'est le mensonge, mais également le non dit, l'occultation. On occulte ce qui s'est passé sur le bateau des femmes pour la paix. On occulte la tenue du forum international des femmes pour la paix qui s'est déroulé à Tunis. On occulte le fait qu'aujourd'hui et demain se tient un forum international de l'ONU des peuples qui dénoncera l'ONU des Etats qui a été complice de cette guerre criminelle dans le Golfe. Tout cela on n'en parle pas dans les télés ou sur les radios et c'est là que cela se joue. Tant que les alternatifs n'auront pas compris qu'il faut faire des groupes de pression en direction des médias, rien ne pourra passer.

Alain - *Aurait -il fallu faire des manifestations devant Antenne 2 et TF1 ?*

A.M. - Les féministes l'ont compris puisqu'elles sont allées en délégation voir le PDG d'Antenne 2, je suis d'ailleurs allée avec elles, et nous avons demandé un droit de parole en pleine guerre du Golfe. On nous a dit oui, mais cela s'est arrêté là. On mobilise des centaines de milliers de gens pour tourner en rond dans la rue, pourquoi pas nous mobiliser devant les chaînes de télévision pour demander le droit à la parole ? Tant que l'on ne fera pas cela, on renouvellera le pouvoir du complexe militaro-industriel et on se retrouvera dans des catastrophes comme la guerre du Golfe.

Alain - *C'est sur le droit d'information, d'expression, mais y a-t-il d'autres démarches prioritaires pour démonter ce complexe militaro-industriel ?*

A.M. - Par des recherches, mais il y a très peu de chercheurs qui font des recherches dans ce sens, quelques livres qui paraissent auxquels on ne fait aucune publicité. C'est difficile de publier un article dans un journal, dans un quotidien sur ce sujet. Il y a là aussi une bataille à mener, mais selon moi la principale bataille est dans les médias. Le pouvoir de déclencher le consensus et de faire du peuple français le complice d'une guerre criminelle est médiatique, donc le contre-pouvoir ne peut être que médiatique. Je remercie Radio-Libertaire de me donner cette tribune et de la contestation qui s'y exprime en permanence, mais vous n'atteignez pas des millions de téléspectateurs. Mais si vous avez le droit de parler sur les chaînes publiques et privées aux heures de grande écoute, vous pourrez changer l'opinion publique. Les militaires ont le droit de parler à l'opinion publique française, et pourquoi vous n'auriez pas le droit, pourquoi je n'aurais pas le droit ? Nous avons le droit. Le SIRPA, les militaires ont mis les stratégies en œuvre pous faire la conquête et contrôler les médias, mais nous n'avons rien fait pour contrer ce pouvoir si ce n'est des radios libres. Mais il faut en voir les limites, heureusement qu'elles existent mais ce n'est pas suffisant. Ces radios, ces télés nationales, elles nous appartiennent, elles sont payées grâce aux impôts, par conséquent nous avons le droit d'investir ces radios et ces chaînes de télévision.

Alain - *D'accord, mais on s'oppose là à des forces énormes, à ce réseau de gens qui se connaissent, qui ont le pouvoir politique, économique, militaire. Même en manifestant devant TF1 ou A2, on l'a déjà vu à maintes reprises, il n'est pas certain de pouvoir investir les antennes. Les forces de l'ordre interviendront...*

A.M. - Au moment des élections, il faut en faire un enjeu. Les radios libres ont été un enjeu et grâce à cela vous existez. Mais on vous cherche de temps en temps querelle. On essaie de vous empêcher d'émettre, je connais d'autres radios libres en banlieue que l'on a fait disparaître purement et simplement. Les radios libres ne sont pas suffisantes, il faut que les grandes chaînes soient accessibles aux citoyens et qu'ils aient des dialogues qui puissent s'instaurer, sinon nous vivons dans une société où *l'information est totalitaire*. La démocratie - il faut le faire comprendre à nos hommes politiques particulièrement au moment des élections - n'est pas uniquement le pouvoir du parlement qui doit être indépendant du pouvoir législatif, ce n'est pas seulement une justice indépendante du pouvoir exécutif, c'est aussi une démocratie médiatique. Seulement, on n'apprend pas ça à l'université, on apprend qu'il y a trois pouvoirs : l'exécutif, le législatif et la justice. On n'apprend pas qu'il y a aujourd'hui un pouvoir médiatique qui façonne les opinions publiques. Quand ce pouvoir est confisqué par un groupe de pression, ce qui est le cas du complexe militaro-industriel, l'information est confisquée par des mensonges explicites ou par le non dit. Et c'est là où est le nerf du changement. Les radios libres ne suffisent pas.

Christiane - *Il nous faut des espaces à la télé. Il nous faut des chaînes cablées comme cela est possible aux Etats-Unis, en Allemagne, au Danemark.*

A.M. - Le SIRPA a des espaces.

Christiane - *Pourquoi pas nous ?*

A.M. - Voilà, et si au lieu de 30 personnes, il y avait des manifestations de 100 000 personnes devant les chaînes de télévisions, je crois cela changerait.

Transcription CP

« Le Monde libertaire » a besoin de votre soutien. L'abonnement en est un... Merci !

L'avortement et la contraception en Irlande

A la lecture de l'article qui suit, on croit rêver. Il est grand temps d'informer l'opinion sur ce qui se passe en Irlande. L'Europe a encore sa terre moyenâgeuse et ne semble pas prête à changer cet ordre séculaire.
Alors, volà un nouveau défi. A nous de s'emparer de cette lutte, d'organiser enfin la solidarité internationale.

C'EST en 1979 que la contraception a été légalisée en Irlande, mais de façon très restrictive. Sa législation est impraticable : pour obtenir des contraceptifs, il faut être marié et avoir une ordonnance. En 1985, la vente de contraceptifs à toutes les personnes de plus de 18 ans a été légalisée, mais elle est limitée aux pharmacies (si elles n'y sont pas opposées) et aux centres de planification des cliniques. Il faut, aujourd'hui encore, une ordonnance pour obtenir tout contraceptif autre que le préservatif. Peu de médecins sont formés pour poser un diaphragme ou un stérilet, alors la plupart d'entre eux prescrivent la pilule. Tout dépend de la bonne volonté du médecin et dans une société catholique ça reste très aléatoire.

L'avortement est complètement illégal en référence à la loi sur les atteintes à la personne de 1851, loi britannique du XIXe siècle, importée en Irlande. En 1983, la constitution a été amendée par référendum : « *L'Etat reconnaît le droit à la vie du non-né et, dans le respect de la vie de la mère, et par ses lois, s'engage à faire valoir ce droit et à le respecter chaque fois que cela est possible.* » Un peu plus de la moitié de l'électorat a voté et sur cette moitié, une personne sur deux était pour l'amendement. En d'autres termes, cela veut dire que seulement 1/3 de la population a voté pour l'amendement. Ainsi, la République d'Irlande est devenue le premier pays du monde à protéger religieusement le droit à la vie du fœtus, par la loi.

Le mouvement de libération des femmes du début des années 1970 a porté le débat sur la contraception au niveau national, lorsque les femmes sont parties de Belfast et ont organisé une marche en 1971, emportant des contraceptifs qu'elles exhibaient devant les douaniers et les caméras des télévisions. Au cours des années 1970, les centres de planification familiale ont défié la loi en important et en distribuant des contraceptifs. Un couple marié, les Magee, a gagné un procès en faisant reconnaître le droit des mariés (sur l'argument du respect de la vie privée conjugale) d'importer des contraceptifs pour leur usage personnel. Le chef d'entreprise anglais, Richard Branson, a défié la loi irlandaise actuelle en vendant des préservatifs au comptoir du magasin Virgin (livres et disques) à Dublin. Il a eu une amende en 1990, mais il continue à en vendre.

En matière d'avortement, en 1979, il s'est constitué un petit groupe de féministes irlandaises, se déclarant Groupe de Libération des Femmes pour le Droit de Choisir. Il avait pour but de dépénaliser l'avortement et de mettre en place un service de conseils maternité pour les femmes (Centre irlandais de conseil pour la maternité). Pendant la campagne contre l'amendement de 1983, le Groupe de Libération des Femmes pour le Droit de Choisir a éclaté au niveau interne sur la question de savoir si on devait défendre ouvertement l'avortement. L'opposition officielle à l'amendement (connue simplement sous le nom de la Campagne anti-amendement) a pris ses distances avec la partie du groupe qui défendait ouvertement l'avortement. Le Centre irlandais de conseils pour la maternité a sombré à cause de problèmes financiers pour être remplacé par une ligne téléphonique de conseils. Après le référendum, l'enjeu est devenu celui du droit d'avoir accès à l'information juridique à propos des possibilités d'avortement à l'étranger. Dans les deux ans après le vote de l'amendement, la Société pour la Protection de l'Enfant à Naître (SPUC) a engagé des poursuites contre le standard téléphonique et le Centre pour le bien-être des femmes, seule agence qui aujourd'hui donne des conseils sur tous les choix possibles (y compris l'avortement) pour les femmes confrontées à une grossesse non désirée. Le chef d'accusation était que ces agences agissaient en marge de la Constitution. La Haute cour s'est déclarée en faveur de la SPUC : la ligne téléphonique a été fermée et le Centre pour le bien-être des femmes a cessé de dispenser ses services. Les agences ont fait appel au jugement et ont perdu en 1988. Un réseau d'information des femmes a été organisé. Il s'agit d'un réseau téléphonique d'urgence, indépendant, où les femmes ont accès à des conseillères à la maternité, des professionnelles anonymes, et à une information juridique sur l'avortement à l'étranger.

« L'avortement est complètement illégal, en référence à la loi sur les atteintes à la personne de 1851, loi britannique du XIXe siècle, importée en Irlande. »

Il a été principalement coordonné par Ruth Riddick, qui avait travaillé avec l'Association irlandaise de planification familiale, le Centre pour le bien-être des femmes et le Centre irlandais de conseils à la maternité. C'est elle qui avait mis en place et géré les conseils téléphoniques. Le jugement de la cour contre les conseils téléphoniques est actuellement examinée par la Cour européenne de droits de l'homme.

L'Union des étudiants d'Irlande a commencé à faire de l'information sur l'avortement dans une brochure destinée aux étudiants. Le SPUC a donc engagé une action en cour contre elle. Une femme juge a porté le cas à la Cour de justice européenne selon l'argument que la SPUC n'avait pas de preuves suffisantes pour faire injonction et que la loi irlandaise pourrait être en marge du Traité de Rome. Selon le Traité, si un service est légal dans un ou plusieurs pays de la CEE, tous les citoyens et toutes les citoyennes de la CEE peuvent en bénéficier a fortiori, et peuvent avoir accès aux informations le concernant. En décembre 1989, la Cour suprême irlandaise, suite à un appel de la SPUC a décidé d'imposer une injonction contre le syndicat estudiantin, lui interdisant formellement de faire de l'information, jusqu'à ce que la Cour européenne ait rendu son verdict. Elle a aussi infligé une amende de 60 000 livres aux responsables estudiantins, amende ramenée à 23 000 livres en juin 1990. Une caisse de solidarité a été mise en place et le président du syndicat des étudiants d'Irlande a promis que son syndicat continuerait à informer en dépit de cette assignation. Malgré tout, cela a divisé les étudiants et plusieurs syndicats universitaires (y compris celui de Galway) ont quitté le Bureau national.

La lutte pour l'information sur l'avortement et la mise en place des structures est aujourd'hui principalement portée par le groupe de femmes anglaises de soutien à l'avortement (IWASG), collectif dont le siège se trouve à Londres, et qui existe depuis 1981. Il s'occupe d'une ligne téléphonique en Irlande, d'une revue d'information sur la grossesse dans les cliniques anglaises légales et il organise les rendez-vous des femmes dans ces cliniques, négociant les forfaits et s'arrangeant pour rencontrer les femmes lorsqu'elles arrivent à la clinique. Selon la loi, les femmes doivent passer la nuit précédent l'opération en Angleterre, et le IWASG s'occupe de cela. La publicité est un aspect important du travail du groupe. Une partie de leur travail est « éducationiste » et consiste à informer sur ce qui se passe en Irlande à ce sujet. L'IWASG est non subventionnée et n'a pas de permanente.

En Irlande du Nord, où l'IVG est légalisée bien que plus restreinte qu'en Angleterre, le journal féministe, *Women's News* (seul journal réellement collectif en Irlande), écrit sur les services d'IVG et donne la liste des numéros de téléphone. Les libraires irlandais qui vendent des publications britanniques féministes ont été touchés par les groupes de pression irlandais de droite. Ainsi, *Square Rib*, dans les années 1970, a été interdit pendant quelque temps par un groupe de censure et ne donne désormais plus la liste des services d'avortement. *Cosmopolitan*, un magasine cher, a dû également retirer le même genre d'informations en 1990. La revue *Cosmos* a été obligée de retirer de son édition irlandaise tout un supplément sur l'avortement.

« Les lois de la cour n'ont pas empêché les Irlandaises d'aller se faire avorter en Angleterre. Il y aurait actuellement 1 000 femmes par an qui partent »

Les lois de la cour n'ont pas empêché les Irlandaises d'aller se faire avorter en Angleterre. Il y aurait actuellement 1 000 femmes par an, qui partent là-bas pour se faire avorter. Mais cet amendement à la Constitution a eu pour effet de rendre les choses beaucoup plus difficiles sur le plan financier et psychologique pour les femmes. Il ne semble pas y avoir de groupes de femmes spécifiques, qui fassent uniquement campagne sur l'avortement. mais la plupart des groupes donne les informations si on le leur demande.

Les mouvements pour le droit à la vie ont été fondés dans les années 1970, sur le modèle des campagnes anti-avortement américaines. Dès les années 1980, ils sont devenus des groupes de pression très organisés politiquement et se sont révélés capables de manipuler les gouvernements brefs et instables de cette période (il y a eu trois élections à la suite et aucune majorité ne s'est clairement dégagée). Les groupes pour l'amendement « pro-vie » étaient des groupes de la droite, catholiques intégristes, soutenus par l'église catholique dans la logique de la politique actuelle du Pape.

Ces groupes sont : la SPUC, la Société responsable, l'Opus Dei et les Chevaliers de Colombanus. Tous ces groupes sont contre le divorce, la contraception, la stérilisation, l'avortement et l'homosexualité.

Margaretha D'Arcy

Traduit de l'anglais par Muriel (gr. Milly-Witkop de Nantes)

N.B. : Adresses et numéros de téléphone de groupes mobilisés sur l'avortement :
- *Women's News*, 185 Donegall Street, Belfast ;
- Women's Information Network, Dublin : 6794.700 ;
- Students Union of Ireland, Trinity College, Dublin 2 ;
- Irish Women's Abortion Support Group, 52-54 Featherstone Street, London (qui a besoin qu'on le fasse connaître et qu'on le soutienne financièrement) ;
- Radio Pirate-Woman, 10 St Bridget's Place Lower, Galway. Tél : (091) 65430 ;
- Attic Press, 44, East Essex Street, Dublin 2.

Bibliographie :
- *The Right to choose*, Ruth Riddick, Attic Press, Dublin 1990 ;
- *Lifting the lid*, Ursula Barry, Attic Press, Dublin 1986 ;
- *Feminist Review* (Abortion number, n° 29, spring 1988, Routledge, London ;
-*Women's Studios International Forum*, Vol. 11, n° 4, 1988, Edited Ailbhe Smyth., Pergamon Press, London.

Infos Bulgares

A Plovdiv, l'organisation locale, élément très actif de la Fédération anarchiste Bulgare (FAB), sous la responsabilité de Hristo Boïtchev et en collaboration avec tous les camarades, a élaboré un programme d'action pour l'année 1991, axé sur les points suivants :

- responsabilité individuelle de chacun des membres de l'organisation locale pour propager les idées anarchistes dans les cités, les quartiers, les lieux de travail ;
- résoudre les nombreux problèmes qui se posent pour parvenir à une distribution plus large du journal national de la Fédération, *la Pensée libre* ;
- former une équipe permanente pour établir une liaison suivie entre *la Pensée libre* et les publications anarchistes étrangères ;
- organiser une grande réunion publique pour commémorer le 120e anniversaire de la Commune de Paris et par la même occasion commémorer la mort du célèbre anarchiste bulgare Guerdjikof (1877-1947) connu pour ses activités révolutionnaires et journalistiques ;
- obtenir le transfert des restes du corps du grand tribun anarcho-syndicaliste Manol Vassev de la prison de Sliven, où il a été empoisonné dans sa cellule le 12 mars 1958, à Haskovo, la ville où il vivait.

A Kazanlak, le secrétaire de l'organisation locale de cette ville, Gantcho Damïanov, a formé un cercle pour la traduction en langues italienne, espagnole, anglaise et française des textes, documents et écrits du mouvement anarchiste bulgare et vis-versa. Ainsi, vous pouvez lui envoyer bénévolement livres, tracts, affiches, documents, textes ou autres écrits qui seront traduits en bulgare et permettront à nos camarades de Bulgarie de rompre leur isolement et de se tenir informés de l'évolution du travail et de la pensée du mouvement anarchiste dans le reste du monde. L'adresse est la suivante : M. Gantcho Lazarov Damïanov, rue Makariopolski n° 7, Kazanlak 6100, Bulgarie.

A Sofia, la Fédération de la Jeunesse anarchiste, en collaboration étroite avec la FAB a organisé le 27 février, dans l'après-midi, une projection d'une vidéocassette sur la Révolution espagnole de 1936, et le rôle des anarchistes dans cette révolution.

Le 20 mars, dans la soirée, des membres de la Fédération de la Jeunesse anarchiste et de la Fédération anarchiste bulgare ont participé à une interview organisée par des journalistes de la radio-télévision nationale. Cette interview a été très positive pour la diffusion des anarchistes.

Traduit et présenté par Trendafil Maroulevski

« Art et anarchie » avec Radio-Libertaire

L'expo-vente au CRIME
(33, rue de charonne, Paris 11e)
du 27 avril au 4 mai.

avec des œuvres de :
Leijs, Aubert, Bouret, Kwost, Putov, Till-Maria, Strubel, Moreau, Kurbrajec, Mayeras, Butti, Shandor, Kliaving, Midnight & Stress, Koller, Livartowski, Cabu, Freestone, Les-Rats-Totem, With, Zeimert, Dassonval, Majera, Lemant, Beguin, Resame, Thomas-Roudeix, Teneze, Trumel, Pouppeville, Surface-Active, Pilar, Clément, Saban, Starck, Wender, Hastaire, Bernard, Bonnier, Gatard, Moro, Bignolais, Decock, Karavousi, Lakeridou, M.L.F. Menguhi, Crestou, Gaussot, Bhavsar, Schalk, Bertalau; Lung, Zunino, Castoldi, Perrot, Yanckel, Dray, A. Robert, Attali, De Lavau, Parre, Chabot, Schurder, Tammam, Bazas, Dragan, Pontet, Reinaldo, Al Paul, Goyeneche.
La revue « Plages ».

Colloque à l'AGECA
(177, rue de Charonne, Paris 11e)
le 4 mai, de 14 h à 19 h.

avec :
Roger Dadoun (écrivain), Pietro Ferrua (CIRA de Lausanne), Yves Guerre (théâtre de l'Opprimé), Pierre Souchard (revue « Artension »), Gérard Bignolais (sculpteur), André Massin (graphiste), Nicole Crestou (sculpteur), Jean Stark (peintre), René Strubel (peintre), Henri Schurder (peintre), Christian Zeimert (peintre), Michel Ragon (écrivain), Thierry Maricourt (écrivain), Hervé Trinquier (TLP-Dejazet), André Robert (peintre), André Chabot (plasticien), Jacques Bouche-Mullet (philosophe), Théophile (poète), Jean-Claude Richard (éditeur), Jacques Vallet (écrivain), Alain Jouffroy (critique d'art), Julien Blaine (poète), Al Paul (artiste) et Gaetano Manfredonia (historien).

EMMERTROP PRESENTE...

les 2-3-4-5 MAI 1991, à BOURGES

la 4e édition de l'événement rock culture en off du Printemps de Bourges

(avec Molodoï, Dirty District, LHO, Deity Guns, Les Cadavres, Antidote, BB Doc ZE6, Musty Berry Guys, Trash Pop Band, Slow Slushy Boys, Thompson Rollets, Megasonic Boom Blast, Dirteez, Oidgts, Les Imbibés, Les Ejectés, Raymonde et ses Blancs Becs, Les Vindicators, + surprises...).

Les 2 et 3 mai, spectacles au bar du Rond-Point, place Malus ;

et les 4 et 5 mai, spectacles au Garage, 113, rue Louis-Mallet.

TELEVISION

« Médiamensonges »

sous la direction de Gérard de Selys, éditions EPO

Publié il y a seulement quelques mois, *Médiamensonges* est un ouvrage qui tombe à point en ces temps de désinformation à outrance. De la « Révolution roumaine » à la « guerre du Golfe », les grands médias ont essayé de nous faire avaler de sacrées couleuvres.

Exemples à l'appui, on nous montre les mécanismes de la désinformation et le pourquoi d'une telle entreprise.

Visées politiques, visées commerciales, la vérité des faits ne pèse pas lourd devant le poids de l'argent et des ambitions politiques. Tour à tour, les auteurs abordent le rôle des radios américaines pendant la guerre froide, le meurtre du prêtre polonais Popielusko relayé par les médias tandis que les prêtres en Amérique latine sont assassinés dans le plus grand silence, le mythe du charnier de Timisoara, le « Printemps de Pékin », les journalistes à la botte des dictatures africaines. le livre s'achève sur le journalisme de terrain et l'engagement politique de quelques uns.

A la lecture de ce livre, il apparaît vite que les médias manipulent l'image et le langage, qu'ils orientent les opinions de la grande majorité de la population dans un sens, bien entendu, favorable au pouvoir en place. Comme l'écrit très justement Gérard de Selys : « *Le rôle assigné aux journalistes est fondamentalement de servir la cause des propriétaires des médias : faire de l'argent et, pour cela, prôner et défendre la "liberté d'entreprise", c'est-à-dire la liberté d'exploiter* ». Selon cette logique libérale, l'information comme toute autre marchandise, est un produit que l'on vend. La prétendue objectivité, l'impartialité des journalistes n'est qu'une vaste escroquerie.

Une goutte de contre-information dans un océan de mensonges dans lequel nous risquons de nous noyer, profitons en vite !

Jean-Claude Pascal

(1) *Médiamensonges*, sous la direction de Gérard de Selys, éditions EPO. Prix : 98 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

TLP-Dejazet, 41, bd du Temple, 75003 Paris
DON DANILO COMPANY
Samedi 11 mai, à 20 h 30.
Prix : 100 F (collectivités : 80 F).
Réservations au TLP, tél. : 42.74.20.50

Christain PACCOUD
Samedi 11 mai,
21 h 30,
au « Pain, Roses et chansons »,
40, rue des Vignes,
94230 Cachan.

BANDE DESSINEE

« Y'a plus de justice »

Prado, Humanoïdes associés

Comme dans ces deux précédents albums (« Chienne de vie » et « C'est du sport ») le talentueux auteur qu'est Prado continue à nous dépeindre à coups de petites histoires une société hideuse, détestable où chaque individu est médiocre, prétentieux, égoïste :

- deux avocats deviennent des stars de la télé, qu'importe que l'innocent soit déclaré coupable, le match était beau et l'important n'est-il pas de participer ?

- une mémé antipathique sème la terreur dans un supermarché pour les beaux yeux de son petit... chien ;

- le client timoré d'un magasin de lingerie fine se retrouve filmé lors de ses achats, et offert au public de la télé au grand dam de sa fiancée ;

- au cours d'une « opération de pacification » des militaires américains se trompent d'objectif et massacrent la population d'une ville espagnole, alors qu'ils pensent être en Iran...

En tout, 14 nouvelles sur un même ton, mêlant humour et cynisme. L'horreur au quotidien, mais vous avez toujours le choix si les relations associales ne vous plaisent pas, vous pouvez rester chez vous, enfermé.

Tant qu'un représentant en ordinateur ne vient pas sonner, vous aurez la paix...

« Le lama blanc », n° 4

Bess et Jodorowsky, Humanoïdes associés

L'album vaut le détour pour la qualité graphique, le sens de la mise en page et la restitution des ambiances dûs au pinceau de G. Bess. C'est un véritable délice pour les yeux. le scenario est solide et plein de rebondissements, mais pour ce qui est du fil conducteur métaphysique c'est autre chose !

Alain Nicol

« Myrddin », la feuille des poètes

C'EST la guerre. L'avant-guerre de la prochaine, l'après-guerre de la dernière. Toutes nos colonnes sont là pour, tant que nous pouvons, nous insurger contre elle, ce « cloaque de sang, de sottise et de boue » (André Breton). Nos préoccupations présentes, nos initiatives fébriles sont d'une extrême gravité : nous sommes conscients de l'urgence de nos dires et de nos faires. Alors quoi, parler de poésie quand c'est le plomb, quand c'est la mort ?

Et comment ! Pour ceux dont je suis, la poésie est *la* « raison » de vivre, d'entreprendre, de combattre. *La* façon de jeter les yeux, les pas, les poings. C'est elle qui dynamise notre désir de Merveille, de Beauté, de *vraie vie*, et aimante a contrario notre haine du vieux monde. Je prends à mon compte cette phrase d'Annie Le Brun : « *Les productions esthétiques* (...) *constituent, en pleine montée de l'obscurantisme, des plages de résistance qui sont autant d'étapes importantes dans l'exploration de ce qui s'agite au fond de l'homme.* » (1)

Comme l'amour, comme la liberté, l'essence de la poésie est d'une extrême gravité. la futilité, tant pis, je la laisse aux adeptes, à ceux pour qui s'adresse le « *S'il vous faut tout ce sang pour animer vos têtes/sacrifiez les enfants fusillez les poètes* » (2)

Un qui savait ce que poésie veut dire, c'était Gilbert Lely, dont *La Vie du Marquis de Sade* (3), n'en déplaise aux massicoteurs de l'Histoire et aux pilleurs d'Eldorado, est un monument de pierreries ; dont les *Poésies* (4) sont des bijoux des plus rares et des plus ouvragés de ce siècle ; dont Jean-Louis Gabin, enfin, nous restitue la vie et les envies dans une biographie sensible et précise (5).

Un qui sait ce que poésie veut dire, c'est Pierre Peuchmaurd qui, mine de rien, est en train de dresser la somme exacte de nos enchanteurs présents, avec la série de feuilles mensuelles *Myrddin* (6).

Mine de rien, car la poésie, foin du showbiz, foin des tonitruances, sait se faire chair dans la *confidence*, comme on chuchote à l'oreille du bien-aimé, ou de la bien-aimée, pour s'ancrer des serments capitaux.

Chaque Myrddin est une feuille 21X30, pliée en trois, envoyée à qui en fait la demande. Vigueur et rigueur déterminent le choix des « auteurs » et de leurs « productions esthétiques ». Leurs noms ne sont, parfois, connus que des « initiés », mais chacun est un initié en puissance : il ne s'agit que de laisser faire sa sensibilité. Anne-Marie Beeckman, Maurice Blanchard, Guy Cabanel, Jean-Paul Chavent, Florent Chopin, Paul Eluard, Jimmy Gladiator, François Leperlier, Anne Marbrun, Alice Massénat, Yves Nadal et Pierre Peuchmaurd sont les douze feuilles de 1990 (prix de la série : 60 F). Patrice Beray, Louis-François Delisse et Joyce Mansour les trois premières de 1991 (6 F chacune, ou 60 F pour l'année en cours).

« *De longtemps la Terre ne portera plus d'enchanteurs,* disait Apollinaire, *mais les Temps des enchanteurs reviendront* ». Il le faut bien.

Jimmy Gladiator

(1) Anne Le Brun, *Sade, aller et détour*, Plon - 1989.
(2) Hubert-Félix Thiéfaine, *Demain les kids*, in *Chroniques bluesymentales* (disque Justine).
(3) Mercure de France - 1989.
(4) Cf. mon article dans *le Monde libertaire* n° 795 (27/9 au 3/10/90).
(5) Jean-Louis Gabin, *Gilbert Lely, biographie*, librairie Séguier - 1991. Prix : 180 F.
(6) Pierre Peuchmaurd, 23, rue Parmentier, 19100 Brive.

RENDEZ-VOUS

BOURGOIN-JALLIEU
Le groupe FA organise le samedi 11 mai, à 21 h, à la maison de quartier de Champfleuri, un concert avec le groupe Goun. Entrées 60 F et 40 F.

CACHAN
Une liaison existe à Cachan. On peut la contacter en écrivant aux Relations intérieures, qui transmettront.

PARIS
Le groupe Louise-Michel participe à des ventes du *Monde libertaire* aux endroits suivants :
- marché de la rue Lepic (18e), le dimanche, de 10 h 30 à 12 h ;
- marché de la rue du Poteau (18e), le dimanche, de 10 h 30 à 12 h ;
Aux Halles, côté porte Lescot, le samedi, à partir de 16 h.
Il est possible de rencontrer ses militants à cette occasion.

PARIS
Des groupes de la région parisienne, organisés en Union régionale, mettent à la disposition des sympathisants une bibliothèque, qui propose des ouvrages sur l'anarchisme. Ces ouvrages peuvent être empruntés. C'est une occasion de rencontrer des militants et de discuter avec eux de nos projets et de nos idées.
La bibliothèque est ouverte tous les samedis de 15 h à 18 h, dans le local du groupe Louise- Michel, au 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche), 75018 Paris.

SIGNES (Var)
Le groupe Région-toulonnaise de la FA tiendra un stand de presse le dimanche 19 mai, à partir de 9 h, à la fête de « Nature et Progrès », qui se déroule à Signes (commune située derrière le circuit du Castelet). Entrée libre !

PARUTIONS

ENVELOPPE
Radio-Libertaire vient d'éditer des enveloppes (format : 11X22) dotées du logo conçu pour les dix ans de la radio. Prix : 1,50 F l'unité, 1,30 F au dessus de 10 et 1 F au dessus de 100. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

AFFICHE
Avec le retour des feux de l'actualité sur les problèmes des villes et de l'immigration, le groupe Cafiero encourage les bonnes volontés militantes dans ce domaine. Il solde à moitié prix son affiche « *Contre les ghettos et les machos, entraide contre la galère du racisme* », qui est illustrée par des fillettes turques dansant dans une salle d'école française. Couleur : noir et rouge. Moyen format. Prix : 0,70 F au-dessus de 10, 1 F au-dessus de 50 et 2,50 F l'unité. Chèques à libeller à l'ordre de Publico.

AUTOCOLLANT
Le « A » cerclé rouge sur fond noir qu'édite le groupe Région-toulonnaise est à nouveau disponible. Prix : 2,30F l'unité (port compris), à partir de 25 exemplaires commandés. Chèques à l'ordre de Nappi. CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

NUCLEAIRE

Il y a cinq ans Tchernobyl

Un Américain moyen consomme l'équivalent de plus de 7 tonnes de pétrole, alors que la moitié des pays du tiers monde dispose de moins de 500 Kg. Le quart de l'humanité consomme les trois quarts de l'énergie (...). Les Occidentaux n'hésitent pas à avoir recours au nucléaire, plutôt qu'à investir dans la maîtrise de l'énergie. » Tel est le bilan tiré par les Verts (in *Ecologie Infos* - avril 1991) à l'occasion de la journée internationale de la terre du 21 avril dernier.

Cette année, c'est aussi le triste 5e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. Le 26 avril 1986, la tranche numéro quatre de la centrale ukrainienne explosait, faisant des dizaines de victimes et des milliers d'irradiés (chiffres réels non encore connus !). Ce fut l'occasion en France et ailleurs de voir comment les responsables du nucléaire minimisèrent les conséquences des nuages radiioactifs, qui se promenèrent au-dessus de nos têtes pendant quelques semaines.

Cinq ans après, on peut voir que rien n'a changé. L'industrie nucléaire se porte toujours bien. Le groupe français Framatome, associé à son homologue allemand Siemens reste le premier constructeur mondial de centrales avec « *à son actif 100 000 mégawatts (MW) électriques installés, soit le tiers de la puissance mondiale actuelle* » (in *Libération* du 24 avril 1991).

La « sécurité passive »

Non content de se satisfaire de cet acquis, le groupe européen voit l'avenir en grand. A l'horizon 2000, il prévoit le retour aux surgénérateurs, type Superphénix de 1 200 MW, le plus gros prototype du monde. Mais les spécialistes de la radioactivité se veulent rassurants, ces centrales seront sûres.

Leur nouveau slogan c'est « la sûreté passive ». « *La sûreté passive, cela implique une conception simplifiée des réacteurs (...). En cas de panne, la sûreté passive consiste à utiliser la circulation naturelle pour évacuer la chaleur, sur le principe du thermosiphon* », affirme, fier de lui M. Griffith, responsable du département de l'Energie américain (in *Libération*). C'est sûr, avec cela, l'erreur ne sera plus humaine, mais « passive ».

Après une catastrophe, nous serons désormais des « radioactifs passifs ». C'est toujours cela de gagné !

Pour fêter, à leur manière, cette bonne nouvelle, les Verts viennent de mettre à notre disposition « une pochette de survie en cas d'accident nucléaire ». Cette pochette contient dix pilules d'iodure de potassium (introuvables en pharmacie, seuls les militaires en possèdent !) et un dossier technique sur la radioprotection. Comme quoi vaut mieux prévenir que mourir irradié, ou pour reprendre la formule des écolos (en la détournant quelque peu) : un irradié averti en vaut deux !

Alain Dervin

SOMMAIRE

PAGE 1 : Complexe militaro-industriel, lobby de la mort programmée, Editorial.
PAGE 2 : « La guerre qu'on voit danser... » avec Alain Gresh (deuxième partie).
PAGE 3 : Réfugiés expulsables : la leçon de dignité, Les réfugiés de l'Eure, Les nettoyeurs de la SPES à Gennevilliers, Sélection R.-L.
PAGE 4 : Complexe militaro-industriel, lobby de la mort programmée (suite de la « une »).
PAGE 5 : Complexe militaro-industriel, lobby de la mort programmée (suite de la page 4).
PAGE 6 : L'avortement et la contraception en Irlande, Infos bulgares.
PAGE 7 : La télévision... « Médiamensonges » sous la direction de Gérard de Selys, « Myrddin » : la feuille des poètes, Chronique bande dessinée.
PAGE 8 : Il y a cinq ans Tchernobyl, Les billets d'humeur de Guimou de la Tronche, Le dessin de la semaine, Infos FA.

BILLETS D'HUMEUR

Histoire drôle d'un gars qu'a mal tourné

Jean Holtzer, 60 ans, vient d'être condamné à huit ans de réclusion criminelle, pour un hold-up, commis le 19 mars 1990, à Châtillon-Coligny (Loiret). Ce sexagénaire, criblé de dettes, avait braqué les employés de la Société générale avec un pistolet, le visage masqué d'un collant. Il était reparti avec en poche 14 840 F, exactement. Arrêté le soir même. Huit ans, quand on a 60 ans, pour 14 840 F, dont on a profité une demi journée, c'est cher payé. C'est même hors de prix !

Au fait, qui était ce pauvre type du nom de Jean Holtzer ? Un ancien chef de bataillon. C'est déjà un peu moins triste... Il s'était recyclé comme Substitut du Procureur à Charleville-Mézières. Là, ce n'est même plus triste du tout ! En plus, il avait la Légion d'Honneur. Du coup, ça devient franchement rigolo. Ajoutons, qu'il avait quitté la magistrature parce qu'il trouvait la justice trop laxiste. Cette fois, c'est carrément hilarant ! Allons-y pour le mot de la fin : il avait été candidat aux dernières législatives sous l'étiquette du Front national.

Il y a, heureusement, dans l'actualité, des histoires qui remontent le moral !

Guimou de la Tronche

L'armée tue en temps de paix

Fabien Lambert, 19 ans, David Bremaud, 22 ans et Ben Youssef Mohsan, 20 ans, sont morts pour la France, comme tant d'autres. Toutefois, ces trois appelés du contingent n'auront pas droit aux discours officiels sur les valeurs sacrées de la mère patrie. Ils ne sont pas morts glorieusement en cherchant à massacrer ceux d'en face. Ils sont morts piteusement, lamentablement, en obéissant aux ordres de leurs chefs. Ils sont morts sur le champ de tir de Quinçay, près de Poitiers, le 17 avril, éclatés par un abus. Un « obus défectueux », a conclu le Substitut de la République chargé de l'enquête. Le tir au mortier est une activité humaine tout à fait naturelle, c'est donc un banal accident domestique. « *L'exercice se déroulait dans le cadre normal de l'instruction du 114e RI* » claironne l'autorité militaire, pour qui le tir au mortier de 81 mm est un exercice éminemment instructif. « *C'est la première fois qu'un drame de la sorte se produit sur ce champ de tir* » pleurniche de son côté le maire de la commune, pour qui un champ de tir est un champ comme un autre, et qui n'avait jamais pensé qu'un obus ça puisse exploser.

Tous ces braves gens ignoraient donc le danger des armes. Or, ils auraient pu s'instruire tout simplement, en lisant le journal. Ils auraient appris que le 4 avril, à l'Ecole d'Application d'Angers, une mine probablement défectueuse aussi, avait causé la mort d'un homme. En explosant. Les mines, les obus, ça explose, mon général ! Rarement à proximité des généraux, il est vrai. Plus près des deuxièmes classes.

A Poitiers, trois appelés sont morts. Deux autres grièvement blessés. L'armée tue, même en temps de paix, dans l'indifférence et « dans un cadre normal ».

Guimou de la Tronche

Les cours sur l'anarchisme

Les cours sur l'anarchisme reprennent après interruption cet hiver, pour cause de guerre. Ils se déroulent, comme d'habitude, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche), 75018 Paris.
Voici l'énoncé des premiers cours.
Mardi 7 mai, à 20 h 30 :
- « Qu'est-ce que l'anarchisme ? » (ses idées forces, sa spécificité) ;
- « Le mouvement anarchiste en France » (ses origines, ses réalisations et sa situation actuelle).

Mardi 14 mai, à 20 h 30 :
- « Le fédéralisme libertaire » (une autre manière de s'organiser dans la liberté).

Le dessin de la semaine